

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2 : Solidarité internationale** / **p.3 à 5 : Place au débat** (Le « Pacte de responsabilité » made in troïka) / **p.6 et 7 : Actualité sociale** (Soutien et fraternité avec les enseignants en lutte en Algérie / Mensonge sur la baisse des allocations chômage / Compte rendu du Collectif 59 contre la signature du traité transatlantique) / **p.7 : Les bras m'en tombent** (Dentistes : « Une grève qui m'interroge... ») / **p.8 : Coup de gueule** (Non, Monsieur Gattaz, le stress n'est pas que pour les salariés !)

L'ÉDITO

Je ne suis pas sûre que notre pays ait connu pire situation depuis 50 ans. Oh, bien sûr, ce n'est pas du seul fait de l'actuel gouvernement. 10 ans de gouvernement de droite dont cinq ans de sarkozysme ont été une catastrophe sociale : RGPP, casse de l'école publique, fermetures d'hôpitaux publics, privatisation de la Poste, d'EdF, de GdF, attaques contre le Code du travail, délocalisations, démantèlement de la Sécurité sociale...

Voici bientôt 2 ans que les Français ont porté François Hollande à la Présidence, en lui donnant une majorité à l'Assemblée nationale, sans doute sans croire vraiment au discours prononcé le 22 janvier 2012 au Bourget, mais, au moins, pour stopper cette politique.

Alors, quel est le bilan 20 mois après ? Le sentiment –fondé sur les faits, sur la réalité des décisions, et ce n'est pas les avancées sociétales qui y changeront quelque chose– est que la même politique continue.

De la remise en cause de la retraite à 60 ans, à la Sécurité sociale ramenée à un simple « welfare » à l'américaine en passant par l'ANI et la stagnation du pouvoir d'achat (pour ne pas dire pire), pour en arriver au « pacte de responsabilité », la politique de Hollande / Ayrault semble avoir pour seul objectif de faire plaisir au MEDEF contre, soi-disant, un engagement à lutter

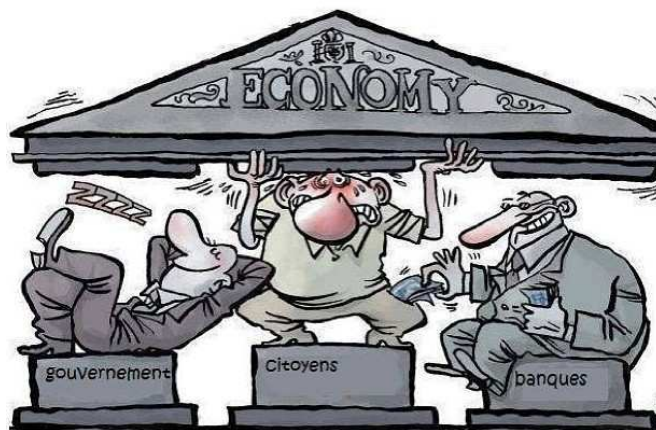
contre le chômage.

Un engagement qui n'a pas de sens. La « politique de l'offre » n'est pas nouvelle. Elle ne consiste en rien d'autre qu'à baisser les revenus. Elle est censée, en réduisant ainsi les coûts, permettre de produire moins cher donc de susciter la demande. Le problème c'est qu'elle n'aboutit pas à une baisse des prix sur le

plan intérieur tandis que la politique d'austérité conduit bien, elle, à une baisse du pouvoir d'achat. Elle a toujours échoué. Enfin, « échoué » si on considère que le but est bien l'augmentation du niveau de vie et de bien-être du plus grand nombre. Et concernant ce gouvernement, on commence sérieusement à se poser la question !

Un engagement qui engage qui ? Les salariés ? On ne le leur a jamais demandé leur avis. Ils savent seulement que ce sont eux qui devront payer, baisser leur revenu (jusqu'à toucher aux avancements des fonctionnaires ?), baisser – encore – leur protection sociale et leurs droits sociaux. Les patrons ? La réponse de Gattaz a le mérite d'être claire. Qu'il fasse partie de l'escapade étatsunienne de Hollande n'y a rien changé : aucun engagement contre les près de 100 milliards de cadeaux aux entreprises.

Ce que nous vivons , ce n'est pas une crise...
C'est une escroquerie !



Un engagement qui engage qui ? Les salariés ? On ne le leur a jamais demandé leur avis. Ils savent seulement que ce sont eux qui devront payer, baisser leur revenu (jusqu'à toucher aux avancements des fonctionnaires ?), baisser – encore – leur protection sociale et leurs droits sociaux. Les patrons ? La réponse de Gattaz a le mérite d'être claire. Qu'il fasse partie de l'escapade étatsunienne de Hollande n'y a rien changé : aucun engagement contre les près de 100 milliards de cadeaux aux entreprises.

(suite page 2)

L'EDITO (suite)

François Hollande, en janvier 2012, prétendait vouloir s'affronter à la finance. Mais qu'attend-il pour chercher plutôt une solution de ce côté-là ? Il y a bien longtemps que nos « patrons » ne sont plus des entrepreneurs mais des financiers, qu'ils savent que la production rapporte bien moins que le placement dans les paradis fiscaux ! Et on leur demande gentiment -et on les paie même pour cela !- d'embaucher c'est à dire de produire plus, alors qu'ils veulent seulement plus de dividendes !

De toutes façons, les entreprises n'embauchent pas pour le plaisir mais pour répondre à une demande. Comment cette demande pourrait-elle exister quand les salariés n'ont pas de quoi acheter ? La « politique de l'offre » c'est l'autre nom d'une politique de récession. On s'étonne de la « bêtise » de François Hollande, de ses ministres et de ses conseillers économiques quand on voit qu'aux Etats-Unis Barak Obama vient de décider d'augmenter le salaire minimum de 40%. 40% ! Obama n'est pourtant pas un dangereux collectiviste !

Alors ? « Bêtise » ou choix politique ? La question se pose sans ambages. Au sein du Parti socialiste, lui-même, de nombreux adhérents, élus et responsables l'affirment : une autre politique est possible. Ces militants ne croient pas (ou plus) que la suppression des cotisations familiales, la baisse du coût du travail ou la réduction drastique des dépenses publiques, sont la solution pour sortir notre pays d'une crise socio-économique qui rapporte au patronat en plongeant notre pays dans la récession. Ils ne le croient pas et, fait nouveau, ils le disent publiquement.

C'est une raison d'espérer.

Et il serait temps de pouvoir le faire. Les manifestations du type « jour de colère » ou « manif pour tous » nous rappellent que l'extrême droite la plus haineuse peut retrouver un souffle sur fond de misère populaire. Ce ne sont pas des réponses moralisantes que notre peuple attend ; c'est une réorientation totale de la politique gouvernementale.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

► **BANGLADESH** : il y a un an, l'effondrement d'un atelier causait la mort de plus de 1 000 ouvriers et ouvrières, provoquant la révolte de milliers de salariés sous-payés. Sous-payés au plus grand profit des firmes mondialisées du textile qui ferment les usines en France et en Europe ! Cette mobilisation a imposé un salaire minimum (augmentation du salaire mensuel de 76% passant de 30€ à 50€) tandis que des normes de sécurité minimales étaient imposées. Aujourd'hui les employés (principalement des femmes) descendent à nouveau dans la rue. Sans grand succès. Faudra-t-il un nouveau drame pour que celles qui enrichissent la finance du textile et de la mode soient un peu augmentées ?

► **QATAR** : les travailleurs immigrés qui construisent les stades d'une étrange coupe du Monde de football qui se jouera soit en hiver (!) soit sous des chaleurs insupportables, sont privés de salaires et de papiers. Pire, certains d'entre eux - estimés à plusieurs dizaines- sont morts à la tâche.

► **AFRIQUE DU SUD** : l'ANC n'est plus ce qu'elle était ! Son syndicat (la NUM) accepte des compromis salariaux que les travailleurs refusent. Résultat : grèves dans l'automobile, le BTP et les mines.

► **CAMBODGE** : les ouvriers du textile manifestent contre l'annonce du gouvernement d'une augmentation de 15 dollars, puis de 20 dollars, de leur salaire. De nombreuses usines ont fermé leurs portes.

Les grévistes ont bloqué des routes nationales. Le gouvernement a ordonné une reprise du travail jeudi menaçant d'arrêter les leaders syndicaux. Sans dissuader les manifestants. Les affrontements ont été violents : face aux militaires qui avaient des bâtons, des armes et des boucliers, les manifestants étaient mains nues. L'opposition a demandé au gouvernement l'ouverture de négociations.

► **BOSNIE-HERZÉGOVINE** : Des manifestations contre la pauvreté et le chômage ont eu lieu dans une vingtaine de villes ; elles ont souvent tourné à l'émeute (150 blessés environ).

Qualifiées tantôt de « Révolte des citoyens » tantôt de « Printemps bosniaque », ces manifestations répondent à une situation économique et sociale catastrophique : un taux de chômage de 44% (même si environ 17% travaillent aux noir), 20% vivant dans la pauvreté (misère et faim), personnes vivant dans la rue, personnels d'anciennes entreprises publiques sans salaire depuis plusieurs mois... Et tout cela dans un statut quo inter-ethnique sur fond de corruption.

PLACE AU DÉBAT

Le « Pacte de responsabilité », made in troïka

Par Jean-Claude CHAILLEY, secrétaire générale de Résistance Sociale

Le rapport Gallois, approuvé par F. Hollande et J.-M. Ayrault, affirmait que notre **modèle social issu du Conseil national de la Résistance est « à bout de souffle »**, qu'il **« fossilise le dialogue social »**.

Il se prononçait pour **un nouveau « Pacte social »**, pour que les **« partenaires sociaux »** renoncent à des **« postures dépassées »** (les syndicalistes apprécieront !)

L'ensemble des réformes de 2013 : ANI (loi dite de « sécurisation de l'emploi »), réforme des retraites, 1^{ère} loi de l'Acte III de la décentralisation, réformes de l'enseignement et de la recherche... et celles projetées pour 2014 : poursuite de l'Acte III de la décentralisation avec suppression de départements, réforme de la protection sociale, Pacte de responsabilité, instaureraient de fait un nouveau modèle social se substituant à notre République.

Le Président de la République multiplie les **« J'ai décidé »** solennels.

Inexact. En réalité **toutes ces réformes sont la mise en œuvre des traités et Pactes austéritaires européens.** La Commission européenne, la troïka, exigent leur application au motif qu'ils ont été adoptés par N. Sarkozy **ET** F. Hollande.

Mais pas par le peuple français, ni en 2005, ni lors de la présidentielle de 2012.

Poussé par la troïka, par le patronat, d'adopter **la « stratégie du choc »** (Naomi Klein) F. Hollande entend utiliser **les ordonnances et la question de confiance pour imposer en quelques mois le modèle néolibéral européen, en court-circuitant le Parlement. Danger !**

Les principes du Pacte de responsabilité

Des offensives majeures contre :

- les salariés, retraités, chômeurs ;
- la Sécurité sociale ;
- le « coût du travail », c'est-à-dire les salaires ;
- les services publics ;
- le pouvoir d'achat des ménages ;
- la démocratie.

Offensive contre la Sécurité sociale : vers une réforme de la Sécurité sociale « à l'américaine »

- N. Sarkozy voulait supprimer 13 Md € de cotisations sociales « patronales » à la branche famille de la Sécurité sociale (affichage : TVA « sociale »).

Dans un 1^{er} temps F. Hollande a annulé la mesure, remplacée par le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) de 20 Md €.

Nous avons dénoncé le CICE car le cumul des aides atteint 200 Md € par an. À ce niveau les « aides », contrairement au but affiché, créent les déficits, la dette, plombent l'économie française.

Mais ce n'était pas une agression contre les salaires et la Sécurité sociale.

- Maintenant F. Hollande tente de supprimer la totalité des cotisations patronales à la branche famille, environ 30 Md €. C'est une agression délibérée contre la Sécurité sociale.

- **F Hollande a annoncé sa réforme** (conférence de presse du 14/01) : **« la Sécurité sociale est le bien commun de ceux qui n'en ont pas »**

Non ! Ce serait la protection sociale à l'américaine, pour les « plus démunis » : c'est Medicare / Medicaid aux USA, la CMU / l'ASPA (minimum vieillesse) en France. C'est l'opposé de notre Sécurité sociale fondée en 1945, à vocation universelle.

C'est le projet MEDEF, OCDE, Banque Mondiale, Commission européenne : un socle, un panier de soins,... pour les plus démunis, financé essentiellement par l'impôt. Le reste ce seraient des complémentaires hors de prix et inégalitaires.

La suppression de 30 Md € de cotisations « patronales » à la branche famille de la Sécurité sociale entre dans cette contre-réforme amorcée par l'ANI (loi de « sécurisation de l'emploi ») . La branche maladie devrait suivre puis très vite une nouvelle réforme des retraites « à points ». (Nous publierons l'article d'une camarade dans le prochain N° de RéSo).

→ **La Sécurité sociale est le cœur de notre modèle social, elle sera défendue !**

Offensive contre le « coût du travail », les salaires, selon l'adage « plus c'est gros, mieux ça passe »

- **Le principe c'est d'acheter aux entreprises un (éventuel) emploi 100 000 €** (P Gattaz en a fait un pin's: 1 million d'emplois c'est 100 milliards d'euros !)

- **Ce sont les salariés, la Sécurité sociale, qui paieraient les (éventuels) emplois.**

30 milliards seraient issus de cotisations sociales dites « patronales », c'est-à-dire la partie du salaire qui est socialisée. Ce serait donc une baisse des salaires.

Les **exonérations** de cotisations « patronales » monteraient à **60 Md € par an !**

Ce sont donc les salariés qui paieraient 100 000 € ou plus pour un improbable emploi.

- **Entrer dans cette logique serait rendre encore plus difficile d'obtenir toute augmentation de salaire** puisque le principe c'est que pour créer des emplois il faut baisser les salaires (!). L'augmentation du SMIC, les NAO, la fin du gel du point d'indice... seraient rendus encore plus difficiles.

La déclaration de V. Peillon sur le salaire des fonctionnaires en est l'illustration

Les « engagements » et « objectifs », remake du « donnant -donnant » de l'ANI (Accord puis loi qui devait « sécuriser l'emploi » !)

Réclamer des « engagements », c'est accepter le principe.

D'éventuels engagements de créations de postes (déjà abandonnés au profit de vagues « objectifs ») seraient invérifiables et quand bien même ils le seraient qui ira réclamer 100 ou 120 Md au MEDEF en 2020 pour engagements non tenus ?

Le PDG de Total est clair : il ne créera pas de postes mais en supprimera (peut-être) moins !

- 30 Md € représentent moins de 2 % des coûts de production. Ça ne change rien à la compétitivité. Laurent Berger, comme Emmanuelle Cosse en sont bien d'accord puisqu'ils ont proposé (Mots Croisés...) de supprimer ensuite une partie des cotisations à la branche maladie.

→ **C'est un piège du MEDEF : la baisse des salaires augmente les dividendes et créé le chômage**

Offensive contre les services publics

La situation (suicidaire) dans laquelle Hollande veut se mettre est la suivante : il faut compenser au moins une partie des 30 Md € qui manqueraient à la branche famille de la Sécurité Sociale et en plus respecter le Pacte budgétaire de retour à l'équilibre budgétaire (Etat, collectivités territoriales, Sécurité Sociale)

- C'est pourquoi il propose 50 Md € - qui avec cette politique seront insuffisants - de coupes sur les services publics (Acte III de la décentralisation, coupes sur les dotations aux collectivités territoriales, MAP (Modernisation de l'Action Publique), « simplification »...

- La conséquence serait la suppression de postes par dizaines de milliers, un service moindre pour les usagers, des tarifs en hausse, un nouvel essor des privatisations, des Partenariats Public/Privé...

→ **Nous n'accepterons pas les coupes sur les services publics, si nécessaires à la population, et qui ont fait leur preuve d'instrument anti crise. Il faut au contraire les reconquérir.**

La dette, les déficits... ???

Alors qu'on nous a présenté la réduction des déficits, de la dette, comme incontournable vis-à-vis des « marchés », des agences de notation... le Président de la République voudrait creuser les déficits de 30 Md € de cotisations (un « pourboire » pour Denis Kessler !).

Offensive contre le pouvoir d'achat des ménages

- Par l'insuffisance des salaires et pensions, le chômage
- Par les services publics et la protection sociale de plus en plus remplacés par du privé plus cher
- **Par la fiscalité, car ce sont les ménages qui paieraient**

Les entreprises : elles sont supposées payer plus d'impôt que leurs concurrentes européennes. A la demande du MEDEF le gouvernement s'oriente vers une « harmonisation » **à la baisse.**

En réalité les impôts des sociétés françaises sont 12èmes en % du PIB.

Il faut au contraire revendiquer l'harmonisation européenne **par le haut**, pour lutter contre les déficits et la dette, investir dans les services publics, et non par le bas !

Les entreprises verseront (loi de finances 2014) **64 Md €**. C'est beaucoup moins que les aides. **Donc globalement les entreprises ne paient pas d'impôt mais sont subventionnées.** Quel résultat sur l'emploi ?

Les ménages : les impôts (revenu, CSG, impôts locaux), les taxes, tarifs d'assurance, ... grimpent en flèche depuis des années :

L'impôt sur le revenu est de 80 Md €. Il faut y ajouter la CSG (part des ménages : environ 70 Md €). Total : 150 Md €, soit 2,5 fois les entreprises.

La TVA vient d'augmenter, les impôts locaux ont explosé ces dernières années, les tarifs des complémentaires santé, de nombreux services publics (souvent privatisés) aussi,

La logique du Pacte de responsabilité, des assises de la fiscalité qui en sont la conséquence, c'est un nouveau transfert des entreprises vers les ménages.

Comme il faut en outre respecter les critères du Pacte budgétaire européen (TSCG), les augmentations seraient **massives et générales** (rappel : la réforme des retraites a établi qu'une petite retraite, c'est 787 € maximum ; la hausse de la TVA impacte tout le monde).

→ **Cette politique, outre son injustice, ne pourrait qu'approfondir la crise.**

Le Pacte de responsabilité entraînerait la France sur la voie de l'Espagne, du Portugal. On peut faire autrement : il faut au contraire une politique d'investissements, d'augmentation des salaires, des retraites, en France, dans tous les pays d'Europe.

C'est possible : les dividendes ont été multipliés par 4,5 en 30 ans, dépassent 200 Md € par an. Il y a une marge de 100 Md € en faveur des salaires, de l'emploi, des services publics, de la protection sociale, de l'investissement, de la satisfaction des besoins sociaux.

Atteinte à la démocratie

F. Hollande et la majorité qui le soutient n'ont pas été élus pour faire cette politique austéraitaire qui poursuit et aggrave celle de N. Sarkozy.

C'est une atteinte à la démocratie amplifiée par le **refus d'un référendum** sur l'Acte III de la décentralisation qui bouleverse l'ensemble de nos institutions depuis 1789, la volonté d'utiliser **les ordonnances et de la question de confiance.**

Le « dialogue social » avec les syndicats masque bien souvent que les décisions ont **déjà été prises** en Conseil européen, Programme National de Réforme à 3 ans, semestre européen, soumis à Bruxelles.

Nous ne voulons pas d'un nouveau 21 avril !

Dans notre diversité politique, syndicale, associative, nous avons fondé Résistance Sociale pour qu'un 21 avril 2002 ne se reproduise plus.

François Hollande (qui était 1^{er} secrétaire du PS), les ministres, élus de gauche, militants, citoyens... devraient se souvenir de 2002 avant qu'il ne soit trop tard. Certains le font, élargissons !

Espagne – France, cherchez la différence

Espagne, *Les Echos* 24 janvier :

« Même si les 41,3 milliards d'euros du sauvetage ont servi à la recapitalisation des banques, l'Espagne a été poussée à mettre en place une stricte politique d'austérité, marquée par des coupes dans les dépenses et des hausses d'impôt. Parallèlement, elle a engagé plusieurs réformes structurelles : retraites, administrations publiques, loi d'unité du marché, entre autres. En 2014, le gouvernement, qui affirme qu'il poursuivra le chantier des réformes, compte aborder la refonte de la fiscalité et remanier le système de financement des régions ». « Chômage 26 %. » Sans commentaire...

ACTUALITÉ SOCIALE

Soutien et fraternité avec les enseignants en lutte en Algérie



Le 10 février, nous avons publié un communiqué de soutien à la lutte des enseignants algériens qui étaient en grève depuis fin janvier à l'appel du SNAPEST (voir <http://www.resistancesociale.fr/spip.php?article2802>). Ce conflit a cessé et a trouvé une issue positive. Voir la déclaration de notre camarade Mériane Méziane ci-dessous.

Communiqué du SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE (SNAPEST)

Alger le 21 février 2014

Le jeudi 20 février 2014, une rencontre a eu lieu entre le bureau du syndicat SNAPEST et la fonction publique, sous la direction du ministre délégué chargé de la réforme du service public. Un débat riche et fructueux s'est déroulé en toute transparence et sincérité concernant les points contenus sur le préavis de grève déposé au ministère de l'Éducation le 12 janvier 2014, à savoir :

- la classification des professeurs d'enseignement secondaire ;
- l'intégration automatique après 10 ans et 20 ans d'ancienneté ;
- l'intégration sans condition comme professeur du secondaire des PTLT.

La réunion s'est terminée par des promesses cosignées avec la source de décision. Tout en espérant et en attendant leur concrétisation sur le terrain, le bureau du syndicat SNAPEST suivra comme promis avec la fonction publique, l'avancement des travaux pour la finalisation des solutions proposées.

Le bureau du syndicat SNAPEST félicite l'ensemble des enseignants pour leur mobilisation, et les assure que le combat syndical ne peut que continuer pour une justice sociale, et une politique salariale claire élaborée sur la base du diplôme, dû poste de travail, et la compétence.

Le coordinateur national, Mériane Méziane

« Faut-il baisser les allocations chômage ? »

C'est la question (quelque peu orientée dès le départ !) posée le lundi 20 janvier sur Europe 1, par Jean-Marc Morandini, à **Fanélie Carrey-Conte**, députée de Paris, qui nous a transmis un verbatim de plusieurs extraits de ses interventions.

"Ce qu'il faut baisser, ce ne sont pas les indemnités chômage mais le nombre de chômeurs. Il faut se rappeler à quoi sert la logique de l'assurance chômage : c'est une assurance collective pour nous protéger des aléas des crises économiques qui peuvent accentuer les pertes d'emploi. Il ne faut jamais oublier que la première des priorités c'est donc de diminuer le nombre de chômeurs et d'expliquer qu'en période de crise, il y a un déficit de l'assurance chômage et que nous pouvons l'assumer en partie. Mais c'est ce même système d'assurance chômage qui a un rôle de protection sociale. Si on enlève ce filet de sécurité, les conséquences économiques seraient aussi importantes et auraient un coût."

"Le vrai problème du chômage, n'est pas lié aux gens qui n'ont pas envie de reprendre un emploi, mais bien parce qu'il y a une insuffisance d'emploi. Des abus, il y en aura toujours, par contre, ces personnes non vertueuses ne représentent pas la majorité."

"Le coût de l'évasion fiscale se situe entre 60 et 80 milliards d'euros qu'on pourrait récupérer. Pourquoi cible-t-on toujours les abus des "petits" ? En faisant cela, on focalise sur les personnes qui sont le plus en difficulté mais on oublie de parler de la fraude des entreprises. La faillite de Dexia a coûté 6 milliards à l'argent public et en parallèle, le salaire de ses dirigeants a augmenté de 30% ! Si on doit s'attaquer aux abus, attaquons nous d'abord à ces abus-là. **C'est trop facile de focaliser l'attention sur la fraude aux prestations sociales qui s'évalue à 4-5 milliards d'euros, alors que la fraude aux entreprises c'est entre 15 et 20 milliards. Si on doit regarder les fraudes, on les regarde toutes et on dit la vérité mais on ne fait pas croire aux gens que la majorité des abus ce sont des chômeurs et des personnes qui touchent les minima sociaux parce que ce n'est pas vrai. C'est un mensonge de dire ça.**"

ACTUALITÉ SOCIALE

Nous publions ci-dessous le compte rendu du collectif du Nord contre la signature du traité transatlantique auquel participe Yves PERLEIN pour RESO-Nord

Introduction de la réunion

Présentation du « Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement » : cet accord entre l'Union Européenne et les Etats-Unis vise à étendre le « libre-échange » en matière de commerce et d'investissement. Fruit d'un lobbying intense et de négociations opaques entre des multinationales et les instances européennes et Etats-Uniennes, cet accord se situe dans la continuité des politiques néolibérales et d'austérité que nous connaissons depuis plusieurs années. Au-delà de bafouer la démocratie et de mettre les Etats sous le joug des multinationales, ce projet remet fondamentalement en cause un ensemble de droits sociaux et environnementaux (normes sanitaires et environnementales, droits sociaux, etc.).

Discussion

- Déficit d'information et démocratie bafouée mais la société civile commence à se mobiliser => objectif de mobiliser et informer l'ensemble de la société sur les dangers du traité transatlantique
- Nécessité de mobiliser avant les élections européennes du 25 mars afin de pousser les élus à se positionner sur ce traité et mettre cet enjeu au cœur des débats politiques/médiatiques.
- Un traité qui touche une pluralité d'acteurs (syndicats, associations, partis) => possibilité d'une mobilisation massive à condition de partir des effets concrets pour la société (OGM, santé, service publique, éducation, droit du travail, disparition des associations, etc)

- Nécessité de s'appuyer sur les mouvements sociaux et environnementaux déjà existants mais il faut se coordonner autour d'un collectif (local, national, européen, transatlantique) capable de fédérer l'ensemble des acteurs et des revendications.

Quelques propositions

- Elargir le collectif à un ensemble d'associations, syndicats et partis
- Rédaction d'un Manifeste des manifestes contre le traité transatlantique (proposition Jean Gadrey et Didier Delinotte)
- Lettre d'interpellation aux candidats des élections européennes (proposition d'Attac)
- Débat public unitaire contre le Traité Transatlantique entre fin mars et mi-mai (hors vacances scolaires) dans une salle sur Lille (réservation Attac Lille) => propositions d'invitation : Raoul-Marc Jennar (contact par Arnaud Delcourt)
- Communication internet : liste-mail, proposition de la MRES de créer un blog/page Facebook/agenda
- Autres propositions : formation sur le traité transatlantique, pièce de théâtre en lien avec le ToP (J-F Martel) Quelques dates à retenir : Conférence-débat avec Didier MINOT le 11 février à Roubaix à 18h30 Département Infocom, 2 rue Vincent Auriol ; Débat public du collectif anti-austérité de Roubaix avec Frédéric Viale à la mi-avril.

Prochaine réunion : Mardi 11 mars à 18h30 à la MRES23, rue Gosselet - 59000 Lille (à confirmer).

LES BRAS M'EN TOMBENT

Une grève qui m'interroge... Par Béatrice DURAND

Il y a quelques jours les dentistes ont fermé leur cabinet pour protester contre le gel de leurs tarifs par l'Assurance maladie, mais aussi contre les gardes dentaires pas assez rémunérées. Dans un étrange reportage, nous avons appris par la bouche d'un dentiste qu'il est « *malheureusement bien obligé* » de facturer certaines prestations un peu plus cher pour pouvoir boucler ses fins de mois difficiles. Ainsi, une carie coûte en moyenne au patient 40,97 € (hors remboursement) et le soin dure ¼ d'heure. Sûr que ça fait une vraie misère pour le praticien alors il est bien compréhensible qu'une couronne à 700 euros posées en 30 minutes, c'est plus alléchant.

De qui se moque-t-on, je vous le demande ? Qui peut pleurer sur le sort du pauvre dentiste qui ne peut pas s'en sortir s'il se contente de ne faire que des détartrages et des caries ? Et moi qui croyais qu'on voulait privilégier la prévention !? Pour ma part, j'ai tendance à pleurer plus lorsque le dentiste me présente sa facture (si peu remboursée par la sécu..) que sur son sort !

Et si on prenait le problème dans l'autre sens !... La Sécu « sachant » que le tarif de base est suffisant pour la réalité du coût des prothèses dentaires et qu'il n'y ait aucune raison d'en augmenter la base ... et si on demandait aux dentistes libéraux de diminuer leurs tarifs démentiels ? Si on facilitait l'installation de dentistes mutualistes ?

COUP DE GUEULE

Non, Monsieur GATTAZ, le stress ce n'est pas que pour les salariés !

Par Yves MESCOFF

Il y a quelques jours, Pierre GATTAZ, le nouveau patron du MEDEF a demandé à ce que l'on cesse de stresser les entreprises. Ou, plus exactement, les entrepreneurs. Il entendait par là répondre à ceux qui demandent - et c'est un minimum - que des contreparties réelles soient prévues dans le cadre du pacte de responsabilité, que veut nous mettre en place le Président de la République, inspiré, dit-on, par Pierre GATTAZ.

Soyons sérieux ! Déjà, que le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), d'un montant global de 20 millions d'euros, a été accordé aux entreprises sans la moindre contrepartie, on ne va quand même pas accorder 50 millions d'euros supplémentaires de baisse de charges à ces mêmes entreprises contre de vagues promesses, telles que la création d'un million d'emplois en cinq ans, ce qui se fera de toute façon ! Et puis, qu'ont obtenu les salariés en échange des baisses de charges pratiquées depuis 30 ans ? Rien, sinon toujours plus de chômage et de précarité d'emploi (plus des deux tiers des créations d'emplois se font en CDD). Quant aux salaires, ils stagnent, voire baissent pour la plupart des salariés. Et ne parlons pas du code du travail qui continue d'être détricoté malgré l'arrivée

de la gauche au pouvoir.

Alors, oui, il serait temps d'inverser le cours des choses et d'exiger des chefs d'entreprise des résultats en matière d'emploi plutôt que de les voir gaver toujours davantage leurs actionnaires. Et tant pis si cela doit en stresser quelques-uns ! Il me souvient qu'il n'y a pas si longtemps le MEDEF nous vantait les « entreprises citoyennes ». Il serait temps qu'elles montrent que cette expression a le moindre sens ! Les salariés, eux, en ont marre d'être stressés par la peur du chômage et les fins de mois difficiles. Sans compter le stress permanent du management qu'ils subissent et qui pousse malheureusement certains d'entre eux à opter pour le suicide.

Le slogan de la campagne présidentielle de François Hollande, c'était « le changement, c'est maintenant ». Plutôt que de subir des réformes qui restreignent toujours plus leurs droits, les stressent et leur rend l'existence de plus en plus pénible, les salariés aimeraient bien voir enfin ce changement promis se réaliser, que Monsieur GATTAZ soit ou non content ! Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a qu'une seule politique possible, celle d'une politique de l'offre chère à Jean-Baptiste Say mais qui depuis deux siècles n'a jamais produit aucun résultat !

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires
par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)